

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Évreux

Évreux, le 19/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ETS STEINER**

9 route de Rouen  
BP 1161  
27950 Saint-Marcel

Références : UBDEO.ERA.2026.02.92.SG  
Code AIOT : 0005800821

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement ETS STEINER implanté 9, route de Rouen BP 1161 27950 Saint-Marcel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection du 12 mars 2026 s'inscrit dans le cadre de l'instruction du dossier de réexamen WGC du site STEINER, site classé IED.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETS STEINER
- 9, route de Rouen BP 1161 27950 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0005800821

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement de Saint-Marcel est spécialisé dans la synthèse de colorants organiques destinés aux industries pétrolières (45%), papetières (45%), textiles...

Le site est organisé selon 2 activités principales :

- activité de synthèse (colorants azoïques et anthraquinoïques) ;
- activité de formulation.

Le site est classé SEVESO Seuil Haut compte tenu de la quantité stockée de substances dangereuses pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 (rubrique 4511 de la nomenclature des installations classées). Il est autorisé par arrêté préfectoral du 22 décembre 2010 à exercer ses activités sur le territoire de Saint Marcel.

#### Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Inventaire des émissions atmosphériques et des flux d'effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article article 2.2 de l'annexe I	Demande d'action corrective	6 mois
6	Émissions atmosphériques canalisées	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article article 3.2.2 de l'annexe I	Demande d'action corrective	6 mois
7	Emissions diffuses de COV	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article article 3.2.3.1 de l'annexe I	Demande d'action corrective	6 mois
8	Emissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article article 3.3 de l'annexe I	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Éléments constitutifs du dossier de réexamen	Code de l'environnement du 03/08/2023, article R. 515-58	Sans objet
2	Meilleures techniques	Code de l'environnement du 09/05/2017, article R. 515-72	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	disponibles		
3	Éléments constitutifs du dossier de réexamen	Code de l'environnement du 09/05/2017, article R. 515-72	Sans objet
4	Rapport de base	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L. 515-30	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre de l'instruction du dossier de réexamen IED du site STEINER, l'inspection a rappelé les attendus et les notions à prendre en compte afin que l'exploitant complète dans les meilleurs délais son dossier.

L'instruction du dossier de réexamen fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire afin d'actualiser notamment les valeurs limites d'émissions et les fréquences de surveillance.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Éléments constitutifs du dossier de réexamen

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 03/08/2023, article R. 515-58
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Périmètre IED
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Sans préjudice notamment des dispositions du chapitre Ier du titre VIII du livre Ier, de celles de la section 1 du chapitre II du présent titre applicables en matière d'autorisation et de celles du chapitre III du titre Ier du livre V, les dispositions de la présente section sont applicables aux installations relevant des rubriques 3000 à 3999 dans la colonne A du tableau annexé à l'article R. 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ainsi qu'aux installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'arrêté ministériel du 04 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation vient rendre applicable les meilleures techniques disponibles indiquées dans certains BREFs (documents de référence européens) du secteur de la chimie en application de la directive IED. Cette directive exclue effectivement les activités de recherche et développement. Cependant, le guide d'application de la directive IED distingue les "activités de recherche et développement" et "l'expérimentation de nouveaux produits et procédés" : Le fait que les productions issues d'une activité de recherche et d'expérimentation soient ensuite commercialisées exclut la possibilité d'appliquer l'exemption qui concerne les "activités de recherche et développement" et</p>

"l'expérimentation de nouveaux produits et procédés" prévue au sein de la rubrique 3000. Ainsi, tant que la production directement issue de l'unité pilote de l'activité de recherche et d'expérimentation n'est pas vendue, cette activité n'a pas à être classée. Dès lors que celle-ci sera vendue, l'activité relèvera de la rubrique 3000 correspondante".

Le site est classé IED au titre de la rubrique 3410 de la nomenclature des installations classées : Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, alinéa j) colorants et pigments.

Le dossier de réexamen IED a été remis par la société STEINER le 18/11/24. Il définit le périmètre IED correspondant aux installations de production et connexes, **mais exclut du périmètre :**

« • Les parties administratives et sociales, qui ne sont pas techniquement liées aux unités de production ;

• Le laboratoire qui n'est pas techniquement lié aux unités de production et non susceptible d'avoir des incidences majeures sur les émissions du fait des quantités faibles de produits chimiques présents dans ce local ;

• La maintenance n'est pas techniquement liée aux unités de production et est non susceptible d'avoir des incidences majeures sur les émissions du fait des quantités faibles de produits chimiques présents dans ce local. »

L'exploitant précise en séance qu'il s'agit d'un laboratoire qualité, R&D et d'application dont les activités sont le contrôle qualité des produits, le développement de nouveaux colorants et l'amélioration de procédés existants.

Néanmoins, les quantités mises en jeu sont faibles (de l'ordre du bécher), il ne s'agit pas d'un laboratoire pilote.

Concernant les impacts environnementaux, le travail se fait sous sorbonne, les rejets considérés comme faibles, sont conduits en extérieur.

Compte tenu de ces éléments, l'inspection valide le périmètre IED défini par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Meilleures techniques disponibles

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 09/05/2017, article R. 515-72

**Thème(s) :** Risques chroniques, Comparaison aux meilleures techniques disponibles (MTD)

### **Prescription contrôlée :**

*Le dossier de réexamen comporte :*

*1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ;*

*3° A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.*

### Constats :

Les BREFs pris en compte dans le dossier de réexamen sont les suivants :

- BREF WGC « Systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique » ;
- BREF OFC « Chimie fine organique » ;
- BREF CWW « Systèmes communs de traitement et de gestion des eaux et des gaz résiduels dans l'industrie chimique » ;
- BREF ENE « Efficacité énergétique » ;
- BREF EFS « Émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac » ;

Le site dispose de 2 chaudières (une principale et une en secours), non couvertes par les conclusions sur les MTD WGC. De par leurs puissances et leurs caractéristiques, ces installations ne sont pas classées comme une grande installation de combustion (rubrique 3110). Les conclusions sur les MTD LCP (grandes installations de combustion) ne sont donc pas applicables.

L'exploitant a établi un positionnement vis à vis des textes de références et un plan d'actions. Il s'engage à répondre à ces non-conformités avant décembre 2026. Par ailleurs, l'exploitant n'a exprimé dans son dossier **aucune demande de mise en œuvre de technique alternative ni aucune demande de dérogation** à une NEA-MTD.

L'exploitant indique en séance que la production annuelle est d'approximativement 7000t / an. Par conséquent le bref **LVOC correspondant aux activités de la chimie organique à grand volume de production, n'est pas applicable.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Éléments constitutifs du dossier de réexamen

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 09/05/2017, article R. 515-72

**Thème(s) :** Risques chroniques, Actualisation des prescriptions hors MTD

#### **Prescription contrôlée :**

*2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 ;*

*Article R. 515-70 du code de l'environnement :*

*III. - Les prescriptions dont est assortie l'autorisation sont réexaminées et, si nécessaire, actualisées au minimum dans les cas suivants :*

- a) La pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission ;*
- b) La sécurité de l'exploitation requiert le recours à d'autres techniques ;*
- c) Lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée.*

### Constats :

Le dossier de réexamen IED remis précise l'absence de nécessité de réexaminer les prescriptions applicables au site au-delà des meilleures techniques disponibles (MTD) pour les motifs visés à l'article R. 515-70 du code de l'environnement susvisé.

N° 4 : Rapport de base

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article L. 515-30

Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du rapport de base

**Prescription contrôlée :**

*L'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L. 515-31.*

*Sans préjudice des dispositions de l'article L. 512-6-1, les arrêtés prévus à l'article L. 181-12 et au dernier alinéa de l'article L. 181-14 précisent lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation les conditions de remise du site dans l'état constaté dans ce rapport.*

Article R. 515-59 I 3° du code de l'environnement :

*3° Le rapport de base mentionné à l'article L. 515-30 lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.*

*Ce rapport contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation. Il comprend au minimum :*

- a) Des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;*
- b) Les informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges mentionnés au premier alinéa du présent 3°.*

*Un arrêté du ministre chargé des installations classées précise les conditions d'application du présent 3° et le contenu de ce rapport.*

**Constats :**

L'exploitant a transmis le rapport de base par courriel du 11/02/26.

Le rapport présente :

- la description du site et de son environnement, et évaluation des enjeux. Cette partie décrit les activités du site, réalise une étude historique et pose le contexte environnemental
- la recherche, compilation et évaluation des données disponibles. Cette partie reprend les diagnostics et les travaux réalisés sur le site
- définition et mise en oeuvre d'un plan d'investigations sur le sol et les eaux souterraines

Les résultats sur les sols et les eaux souterraines dans le cadre des investigations complémentaires de GINGER BURGEAP, ont mis en évidence :

- Dans les sols, la présence de HCT C5-C40, BTEX et sodium associée à un pH élevé ;
- Dans les eaux souterraines, la présence de HCT C10-C40, BTEX, HAP, ammonium et nitrates.

Compte tenu de ces éléments, la conclusion recommande de poursuivre le suivi de la qualité des eaux souterraines sur le site.

A ce jour, la surveillance des eaux souterraines est prescrite par l'arrêté préfectoral du 22/12/2010. Le bilan quadriennal de l'exploitant doit analyser les résultats de cette autosurveillance et proposer le cas échéant l'évolution des modalités.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Inventaire des émissions atmosphériques et des flux d'effluents aqueux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article article 2.2 de l'annexe I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Inventaire des flux

**Prescription contrôlée :**

*I. - L'exploitant établit, tient à jour et révisé régulièrement (notamment à la suite d'une transformation majeure), un inventaire des émissions atmosphériques canalisées et diffuses ainsi que des flux d'effluents aqueux, dans le cadre du système de management environnemental (voir le 2.1), présentant les caractéristiques suivantes :*

*i. Des informations sur le ou les procédés de production chimique, y compris : a. Les équations des réactions chimiques, montrant également les coproduits ; b. Des schémas simplifiés de circulation des flux du procédé, montrant l'origine des émissions ; c. Une description des techniques intégrées au procédé et du traitement des effluents aqueux et gazeux à la source, avec indication de leurs performances ;*

*ii. Des informations sur les émissions atmosphériques canalisées, notamment : a. Le ou les points d'émission ; b. Les valeurs moyennes de débit et de température et la variabilité de ces paramètres ; c. Les valeurs moyennes de concentration et de débit massique des substances et paramètres pertinents (notamment COVT, CO, NOX, SOX, Cl<sub>2</sub>, HCl) et la variabilité de ces paramètres ; d. La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le ou les systèmes de traitement des gaz résiduels ou sur la sécurité de l'unité (notamment oxygène, azote, vapeur d'eau, poussières) ; e. Les techniques utilisées pour éviter ou réduire les émissions atmosphériques canalisées ; f. L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ; g. Les méthodes de surveillance (voir le 3) ; h. La présence de substances CMR de catégorie 1A, CMR de catégorie 1B ou CMR de catégorie 2. La présence de ces substances est évaluée sur la base d'un guide reconnu par le ministre chargé de l'environnement. Pour les COVT, on considère que la présence de substances CMR de catégorie 1A ou 1B ou CMR de catégorie 2 est pertinente dès lors que le flux horaire de la fraction de COV CMR dans les gaz résiduels est supérieur ou égal à 0,2 g/h (en masse de composés) ;*

*iii. Des informations aussi sur les émissions atmosphériques diffuses, notamment : a. L'identification de la ou des sources des émissions ; b. Les caractéristiques de chaque source d'émissions (par exemple émissions fugitives ou non fugitives ; source fixe ou mobile ; accessibilité de la source des émissions ; source couverte ou non par un programme LDAR de détection et de réparation des fuites) ; c. Les caractéristiques du gaz ou du liquide en contact avec la ou les sources des émissions, y compris : 1) L'état physique ; 2) La pression de vapeur de la ou des substances présentes dans le liquide, la pression du gaz ; 3) La température ; 4) La composition (en poids pour les liquides ou en volume pour les gaz) ; 5) Les propriétés dangereuses de la ou des substances ou des mélanges, y compris les substances ou mélanges CMR de catégorie 1A, CMR de catégorie 1B ou CMR de catégorie 2 ; d. Les techniques utilisées pour éviter ou réduire les émissions atmosphériques diffuses ; e. La surveillance (voir les 3.2.3.1, 3.2.3.2 et 3.2.3.3) ;*

*iv. Informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment : a. Valeurs moyennes et variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ; b. Valeurs moyennes de concentration et de charge des polluants et paramètres pertinents (notamment DCO ou COT, composés azotés, phosphore, métaux, sels, composés organiques) et variabilité de ces*



valeurs ; c. Données relatives à la biodégradabilité (notamment DBO5, rapport DBO5/DCO, essai de Zahn et Wellens, potentiel d'inhibition biologique comme la nitrification par exemple).

II. - Le point iii du I ne s'applique qu'aux installations pour lesquelles la quantité de substances ou mélanges organiques volatils susceptibles d'être présents au sein de l'installation est supérieure ou égale à 30 tonnes (Ces installations concernent de façon générale la fabrication de produits pharmaceutiques, la fabrication de produits chimiques organiques à grand volume de production ou de polymères). Les informations relatives aux émissions fugitives couvrent toutes les sources d'émissions en contact avec des substances organiques dont la pression de vapeur est supérieure à 0,3 kPa à une température de 293,15 K. Les sources d'émissions fugitives reliées à des tuyaux de petit diamètre (inférieur à 12,7 mm, soit 0,5 pouce), ainsi que les équipements utilisés à une pression subatmosphérique, ne sont pas à prendre en compte dans l'inventaire.

III. - Le niveau de détail et le degré de formalisation de l'inventaire sont en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles ;

#### Constats :

L'inventaire des flux pour les émissions dans l'eau et l'air constitue la base de la stratégie de traitement des effluents d'une installation. Il ne se limite pas aux paramètres mesurés dans le cadre de la surveillance réglementaire, mais fournit également des informations sur la composition qualitative ou quantitative de l'ensemble des flux de polluants présents, ou susceptibles d'être présents, au sein du site. Il peut également servir de base à la mise en œuvre d'autres meilleurs techniques disponibles (MTD). Il permet, par exemple, de justifier la nécessité de surveiller ou non certains polluants, de justifier la pertinence de l'utilisation de certaines techniques de traitement (traitement à la source, pré-traitement, traitement final) à partir des caractéristiques des effluents, ou encore de justifier la présence ou l'absence de certaines substances qui ont une influence sur le niveau d'émissions associé aux MTD. **L'inventaire des flux doit être établi, conformément aux principes définis dans le guide reconnu par le ministre chargé de l'environnement.**

Le dossier de reexamen remis ne contient pas cet inventaire.

L'exploitant a indiqué en séance avoir initié ce travail d'inventaire en interne. L'inspection a consulté en salle le document de travail de l'exploitant. La liste des substances à considérer est encore à établir.

L'inspection informe l'exploitant de la publication le 10 février 2026 du projet de guide « Inventaire des flux et des substances dans les effluents aqueux et gazeux » qui est à utiliser pour la réalisation de l'inventaire.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, dans un délai de 6 mois :

- finaliser l'inventaire selon la prescription susvisée et le guide applicable
- présenter son positionnement vis-à-vis des valeurs limites d'émission/fréquences réglementaires de l'arrêté ministériel du 04 novembre 2024 susvisé applicables à tous les paramètres et

substances pertinents, déterminés à l'aide de l'inventaire des émissions atmosphériques canalisées et diffuses et des flux aqueux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 6 : Émissions atmosphériques canalisées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article article 3.2.2 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>I. - L'exploitant réalise la surveillance de ses émissions dans les gaz résiduels en utilisant des méthodes de mesurage lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées dans le tableau ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante. [...]</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inventaire des flux consolidé permettra la mise à jour de la surveillance selon les MTD applicables et l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024.</p> <p>L'inspection évoque également en séance le principe de cheminée virtuelle qui sera à prendre en compte après l'inventaire des flux.</p> <p>Aux fins du calcul des débits massiques relatifs aux valeurs limites soumises à une condition portant sur le flux, lorsque des gaz résiduels présentant des caractéristiques similaires - contenant par exemple les mêmes (types de) substances ou présentant les mêmes (types de) paramètres - et rejetés par plusieurs cheminées distinctes pourraient être rejetés par une cheminée commune, ces cheminées sont considérées comme une seule cheminée.</p> <p>La non raccordabilité des cheminées doit être justifiée par l'exploitant avec des arguments techniques et économiques. Des cheminées séparées d'une distance supérieure à 300 m ou rejetant des gaz résiduels avec des caractéristiques différentes sont considérées comme non raccordables.</p> <p>Ainsi, s'il est admis que des cheminées sont raccordables, et qu'elles ne le sont pas physiquement, les flux doivent être additionnés pour vérifier le dépassement des flux coupure, selon les paramètres applicables. Si le flux coupure est dépassé, la VLE s'appliquera alors pour chaque émissaire considéré.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de compléter/ corriger le dossier de reexamen en prenant en compte la notion de cheminée virtuelle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

**N° 7 : Emissions diffuses de COV**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article article 3.2.3.1 de l'annexe I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Estimation des émissions diffuses de COV

**Prescription contrôlée :**

*I. L'exploitant estime séparément, au moins une fois par an, les émissions atmosphériques fugitives et non fugitives de COV au moyen de l'une ou de plusieurs des techniques énumérées ci-dessous, et détermine le degré d'incertitude de cette estimation. Aux fins de cette estimation, il est opéré une distinction entre les COV classés comme substances CMR de catégorie 1A ou CMR de catégorie 1B et les COV non classés comme substances CMR de catégorie 1A ou CMR de catégorie 1B.*

*II. L'estimation des émissions atmosphériques diffuses de COV tient compte des résultats de la surveillance effectuée conformément aux dispositions ci-après.*

*III. Aux fins de l'estimation, les émissions canalisées peuvent être comptabilisées comme des émissions non fugitives lorsque les caractéristiques intrinsèques du flux de gaz résiduaire (par exemple faibles vitesses, variabilité du débit et de la concentration) ne permettent pas une mesure précise conformément aux points 3.2.1 et 3.2.2.*

*IV. Les principales sources d'incertitude de l'estimation sont établies et des mesures correctives sont mises en oeuvre pour réduire cette incertitude.*

**Constats :**

Le dossier précise que « le site ne dispose pas d'un inventaire exhaustif des émissions atmosphériques diffuses sur son site. L'estimation des rejets diffus est effectuée une fois par an à l'aide du plan de gestion des solvants du site. Dans ce plan de gestion des solvants, le site ne différencie pas les émissions diffuses fugitives et non fugitives. Les émissions diffuses totales calculées par le site correspondent à la différence de la consommation et de la vente. Ainsi, sur l'année 2022, 32 T d'émissions diffuses fugitives et non fugitives ont été émises par le site. **Une identification des rejets diffus non fugitifs est en cours, pour répondre aux exigences de la MTD n°2 du BREF WGC. »**

L'exploitant indique en séance qu'il fera appel à un prestataire pour l'identification des émissions diffuses.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de compléter le dossier avec l'estimation des émissions fugitives et non fugitives, et de se positionner vis-à-vis du 3.2.3.2. de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 8 : Emissions dans l'eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article article 3.3 de l'annexe I

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions dans l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>I. - L'exploitant surveille ses rejets dans l'eau, à certains points de prélèvement clés, en utilisant des méthodes de mesure lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées dans le tableau ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante. [...]</i>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant doit réaliser la caractérisation initiale sur la toxicité des rejets aqueux. Il indique en séance avoir réalisé une mesure d'écotoxicité par un laboratoire extérieur. Il a transmis après l'inspection le rapport du laboratoire d'avril 2024. L'exploitant indique ne pas connaître la marche à suivre pour la caractérisation initiale.</p> <p>L'inspection transmettra à l'exploitant le projet de guide « Surveillance de la toxicité des rejets aqueux » qui servira de base à la caractérisation initiale. Le phasage page 7 du guide indique que la caractérisation initiale nécessite plusieurs campagnes de mesure sur une durée d'à minima 3 ans. L'analyse de la caractérisation initiale aboutira à la mise en place d'une surveillance périodique.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre la démarche de caractérisation initiale dans les meilleurs délais. Le guide sera transmis au laboratoire ou bureau d'étude missionné afin de répondre à la méthode requise.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois